



**SADC**

Société d'assurance-dépôts  
du Canada

# Rapport financier trimestriel Troisième trimestre

30 décembre 2016

Non vérifié

*Protéger les rêves des Canadiens*



Canada 

## Table des matières

<b>Compte rendu</b> .....	<b>1</b>
Principaux résultats financiers.....	2
Analyse des risques.....	4
Changements touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes .....	5
Résultats financiers.....	6
Financement <i>ex ante</i> .....	10
Liquidités mobilisables.....	11
Déclaration de responsabilité de la direction .....	12
<b>États financiers consolidés condensés et notes complémentaires</b> .....	<b>13</b>
État consolidé condensé de la situation financière .....	13
État consolidé condensé du résultat global.....	14
État consolidé condensé des variations des capitaux propres.....	15
Tableau consolidé condensé des flux de trésorerie.....	16
1- Informations générales .....	17
2 - Principales méthodes comptables .....	18
3 - Titres de placement .....	18
4 - Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts .....	20
5 - Charges d'exploitation .....	20
6 - Transactions entre parties liées .....	21
7 - Chiffres comparatifs .....	21

## Compte rendu

### Troisième trimestre - exercice 2016-2017

Le présent compte rendu a été rédigé conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État émise par le Conseil du Trésor (la « Norme du Conseil du Trésor »). Il ne prétend pas à l'exhaustivité d'un véritable rapport de gestion. On présume que les déclarations et l'information figurant dans le Rapport annuel 2016 de la SADC s'appliquent également au trimestre considéré, à moins de mise à jour.

Les états financiers consolidés condensés n'ont pas été audités et ils ont été établis conformément à la Norme du Conseil du Trésor.

Le présent compte rendu et les états financiers qui l'accompagnent ont été examinés et approuvés par le Comité d'audit de la SADC.

## Principaux résultats financiers

Pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 2016, la Société d'assurance-dépôts du Canada (la « SADC » ou la « Société ») a enregistré un bénéfice net de 104 millions de dollars qui résulte essentiellement des produits tirés des primes de 105 millions de dollars pour le trimestre. Les autres éléments significatifs ont été les produits tirés des placements et autres produits (10 millions de dollars) ainsi que les charges d'exploitation nettes et la charge d'impôt (11 millions de dollars). Pour la période correspondante de l'exercice précédent, la SADC avait enregistré un bénéfice net de 92 millions de dollars qui résultait des éléments suivants : produits tirés des primes de 90 millions de dollars, produits tirés des placements et autres produits de 10 millions de dollars, charges d'exploitation nettes et charge d'impôt de 10 millions de dollars, et recouvrement de 2 millions de dollars sur les actifs d'une institution membre ayant fait faillite.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016, la SADC affiche un bénéfice net de 166 millions de dollars qui découle essentiellement des éléments suivants : produits tirés des primes de 315 millions de dollars, produits tirés des placements et autres produits totalisant 30 millions de dollars, augmentation de 150 millions de dollars de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts (la « provision ») et charges d'exploitation nettes de 30 millions de dollars. Pour la période correspondante de l'exercice précédent, la SADC avait enregistré un bénéfice net de 176 millions de dollars, qui reflétait les éléments suivants : produits tirés des primes de 271 millions de dollars, produits tirés des placements et autres produits totalisant 30 millions de dollars, augmentation de 100 millions de dollars de la provision, charges d'exploitation nettes et charge d'impôt totalisant 29 millions de dollars, et recouvrement de 4 millions de dollars.

Les produits tirés des primes de la période de neuf mois, soit 315 millions de dollars, sont en hausse de 44 millions par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse découle avant tout de la majoration des taux de prime. Le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres et la croissance du volume des dépôts assurés ont aussi contribué à cette hausse.

Les produits tirés des placements et autres produits de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 totalisent 30 millions de dollars et n'ont presque pas varié par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce chiffre stable s'explique par la baisse du taux de rendement effectif (1,08 pour 100 et 1,17 pour 100 respectivement aux 31 décembre 2016 et 2015) qui a contrebalancé la croissance du portefeuille de placement.

Les charges d'exploitation et la charge d'impôt totalisent 11 millions de dollars pour le troisième trimestre et 30 millions pour la période de neuf mois ; elles ont légèrement augmenté par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

La provision de la SADC a grimpé de 150 millions de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 pour s'établir à 1 450 millions, soit 100 millions de plus que le chiffre annoncé dans le Plan d'entreprise 2016-2017. L'augmentation s'explique essentiellement par la croissance du volume des dépôts assurés, lequel est passé de 696 milliards de dollars au 30 avril 2015 à 741 milliards au 30 avril 2016. Durant le trimestre, aucun changement important n'est survenu dans le profil de risque global des institutions membres de la SADC.

Au 31 décembre 2016, le total des actifs de la Société s'élevait à 3 857 millions de dollars, soit 432 millions ou 13 pour 100 de plus qu'au 31 mars 2016. La hausse résulte surtout de la croissance du portefeuille de placement de la Société. La majeure partie des actifs de la Société se compose de titres de placement d'une grande liquidité.

Au 31 décembre 2016, le financement *ex ante* de la SADC se situait à 50 points de base (3 732 millions de dollars) des dépôts assurés, le niveau cible minimal ayant été fixé à 100 points de base.

## Analyse des risques

La direction de la SADC surveille les risques auxquels les institutions membres sont exposées et qui nécessitent des ajustements à la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts. Elle se sert d'un programme de gestion des risques d'entreprise (GRE) pour recenser et gérer les risques importants de la Société. Ce programme prévoit une évaluation annuelle approfondie des risques, de même que des réexamens trimestriels. L'évaluation tient notamment compte des risques résiduels tels que la direction les perçoit, compte tenu des répercussions possibles d'un événement à risque sur la situation financière ou la réputation de la Société, et / ou sur la capacité de la SADC à remplir son mandat et ses obligations légales, de la probabilité qu'un tel événement se produise, et des mesures prises par la Société pour gérer les risques particuliers.

La dernière évaluation annuelle que la direction a effectuée indique que les risques importants auxquels la Société était exposée au 31 décembre 2016 demeurent acceptables. Cependant, la direction souligne que les cinq éléments ci-dessous méritent une attention toute particulière.

- Un certain nombre de risques importants (entre autres, la faiblesse des cours du pétrole et d'autres matières premières, le ralentissement de la croissance au Canada, l'endettement élevé des consommateurs et les prix élevés de l'immobilier résidentiel) pourraient entraîner la faillite de quelques institutions membres, ce qui obligerait la SADC à intervenir.
- Le système qu'utilise la SADC pour procéder à des remboursements a été conçu il y a déjà treize ans. Les progrès technologiques, les modifications apportées à notre régime d'assurance-dépôts et l'adhésion de nouvelles institutions membres pourraient rendre plus difficile la modification de ce système dans le but d'intégrer de nouvelles exigences et de permettre de rembourser les déposants plus rapidement.
- Vu notre mandat d'instance de règlement, les projets du gouvernement visant à moderniser les lois qui régissent le secteur financier et notre régime d'assurance-dépôts, ainsi que les modifications susceptibles d'être apportées à nos systèmes, il se pourrait que les règlements administratifs de la SADC accusent un certain retard par rapport à tous ces changements.
- Avant de modifier nos règlements administratifs, nous devons aussi tenir compte des conséquences pour nos institutions membres. En effet, la SADC continue de se préoccuper du fardeau réglementaire qui pèse sur ses institutions membres, étant donné les données sur leurs déposants qu'elles doivent nous transmettre, nos démarches de planification des règlements et les hausses de primes.
- La baisse du niveau de sensibilisation à l'assurance-dépôts et à la SADC est une autre source d'inquiétude, car elle signifie que des déposants non informés pourraient subir des pertes et être portés à faire des retraits massifs.

La Société a mis sur pied des programmes pour s'attaquer à ces cinq éléments. Elle suit de près ces programmes, évalue sans cesse leur incidence sur les risques, et surveille le moment où ces risques deviennent acceptables.

## Changements touchant le fonctionnement, le personnel et les programmes

Voici un résumé des divers changements importants survenus au chapitre du fonctionnement de la Société, de son personnel et de ses programmes au cours du trimestre.

Fonctionnement	Aucun changement important n'est survenu au cours du trimestre.
Conseil d'administration, direction et personnel	En vertu de l'alinéa 5(1)b.1) de la <i>Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada</i> , Leah Anderson a été nommée substitut du sous-ministre délégué des Finances, Rob Stewart, le 5 décembre 2016.
Programmes et projets	Aucun changement important n'est survenu au cours du trimestre.

## Résultats financiers

### Comparaison entre le trimestre terminé le 31 décembre 2016 et le trimestre terminé le 31 décembre 2015

Le tableau ci-après compare les résultats de la SADC pour les trimestres terminés les 31 décembre 2016 et 2015.

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Trimestre terminé le		Écart	
	2016	2015	(\$)	(%)
Produits tirés des primes	105 200	89 865	15 335	17 %
Produits tirés des placements et autres produits	10 165	10 003	162	2 %
Charges d'exploitation nettes	11 025	9 912	1 113	11 %
Recouvrement de sommes radiées	-	1 698	(1 698)	(100 %)
(Recouvrement) charge d'impôt	(96)	(77)	19	25 %
<b>Résultat net</b>	<b>104 436</b>	<b>91 731</b>	<b>12 705</b>	<b>14 %</b>

#### Produits tirés des primes

Les primes versées par les institutions membres sont fonction du montant total des dépôts assurés que celles-ci détiennent au 30 avril de chaque année ; elles sont calculées annuellement conformément aux dispositions de la Loi sur la SADC et du *Règlement administratif de la SADC sur les primes différentielles*. Les taux de prime jouent un rôle déterminant dans le temps qu'il faudra pour atteindre la cible minimale du financement *ex ante* de la Société, qui est de 100 points de base. À chaque exercice, la SADC considère ses options (en matière de taux) pour parvenir à cette cible. Pour l'exercice 2016-2017, le taux approuvé pour la catégorie 1 (taux de base) représente 5,5 points de base des dépôts assurés, soit une hausse de 1,0 point par rapport au taux de base de 2015-2016. Le montant comptabilisé chaque trimestre correspond au quart des primes annuelles perçues.

Les produits tirés des primes comptabilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016 totalisent 105 millions de dollars, contre 90 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, en hausse de 17 pour 100. Cette hausse découle avant tout de la majoration des taux de prime. La croissance du volume des dépôts assurés et le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres ont aussi contribué à la variation nette des produits tirés des primes. En effet, les dépôts assurés sont passés de 696 milliards de dollars au 30 avril 2015 à 741 milliards au 30 avril 2016, une croissance de 6 pour 100.

#### Produits tirés des placements et autres produits

Les produits tirés des placements et autres produits, de 10 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016, n'ont presque pas varié par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce chiffre stable s'explique par la baisse du rendement des placements, au cours de la période, qui a fait contrepoids à la croissance du portefeuille de placement.

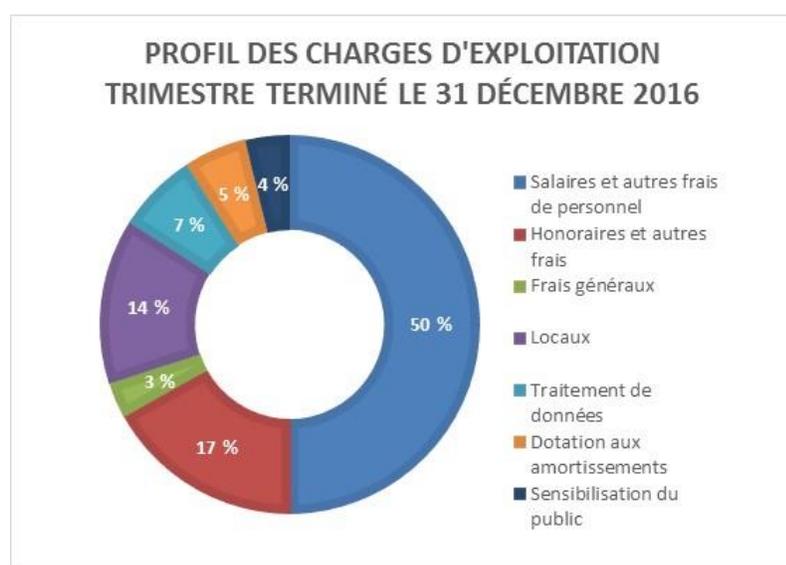
## Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

La provision correspond au montant des pertes que, selon les meilleures estimations de la direction, la SADC s'attend à subir en sa qualité d'assureur des dépôts détenus par les institutions membres. Elle est évaluée trimestriellement et fait l'objet de rajustements s'il y a lieu.

Pour obtenir ses estimations, la direction tient compte des variables essentielles à l'établissement de ses provisions, dont le volume des dépôts assurés, les prévisions de défaillance d'institutions membres établies à partir de statistiques de probabilité, le pourcentage prévu de perte en cas de défaillance, les renseignements obtenus des organismes de surveillance, divers indicateurs économiques et la connaissance particulière que la SADC a de chacun de ses membres.

Au cours du trimestre terminé le 31 décembre 2016, la provision de 1 450 millions de dollars n'a pas varié.

## Charges d'exploitation



Les charges d'exploitation du trimestre terminé le 31 décembre 2016 ont totalisé 11 millions de dollars, légèrement en hausse par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent.

## Comparaison entre la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 et la période correspondante de l'exercice précédent

Le tableau ci-après compare les résultats de la SADC pour les périodes de neuf mois terminées

les 31 décembre 2016 et 2015.

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Période de neuf mois terminée le		Écart	
	2016	2015	(\$)	(%)
Produits tirés des primes	315 201	270 882	44 319	16 %
Produits tirés des placements et autres produits	30 303	29 878	425	1 %
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	150 000	100 000	50 000	50 %
Charges d'exploitation nettes	29 666	28 131	1 535	5 %
Recouvrement de sommes radiées	-	4 317	(4 317)	(100 %)
Charge d'impôt	161	534	(373)	(70 %)
<b>Résultat net</b>	<b>165 677</b>	<b>176 412</b>	<b>(10 735)</b>	<b>(6 %)</b>

### Produits tirés des primes

Les produits tirés des primes comptabilisés pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 totalisent 315 millions de dollars, contre 271 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 16 pour 100. Cette hausse découle avant tout de la majoration des taux de prime. Le changement de catégorie de tarification de certaines institutions membres et la croissance du volume des dépôts assurés ont aussi contribué à cette augmentation.

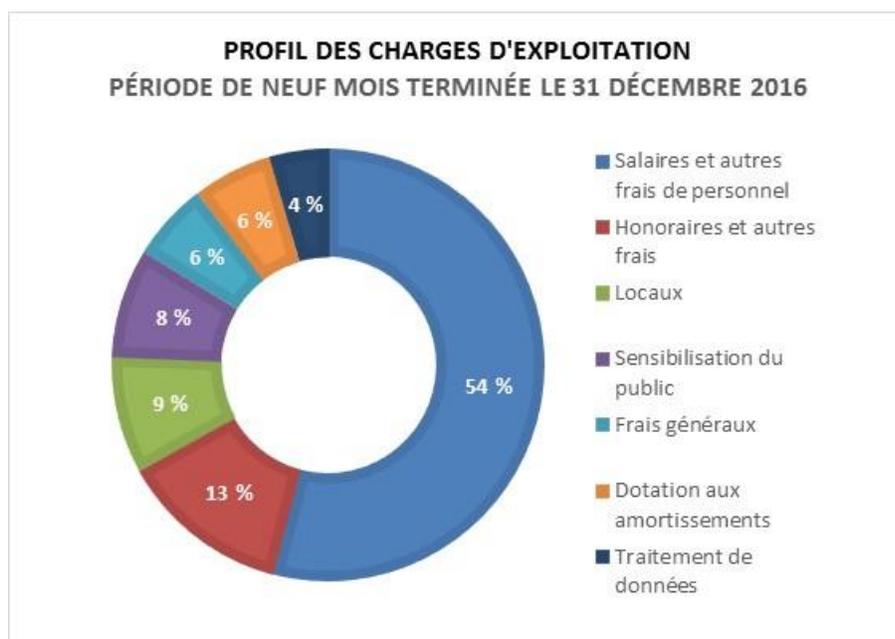
### Produits tirés des placements et autres produits

Les produits tirés des placements et autres produits, qui totalisent 30 millions de dollars pour la période de neuf mois, n'ont presque pas varié par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce chiffre stable s'explique par la baisse du rendement des placements, au cours de la période, qui a fait contrepoids à la croissance du portefeuille de placement.

### Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts a augmenté de 150 millions de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 pour s'élever à 1 450 millions de dollars. La provision a augmenté en raison surtout de la croissance du volume des dépôts assurés.

## Charges d'exploitation



Les charges d'exploitation de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 ont atteint 30 millions de dollars, légèrement en hausse par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent.

## Résultats prévus pour l'exercice 2016-2017, comparativement au Plan d'entreprise

La présente section comporte des données financières prospectives fondées sur certaines hypothèses. Les résultats réels pourraient présenter des écarts importants par rapport à ces prévisions.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	2016-2017		Écart	
	Prévisions	Plan d'entreprise	(\$)	(%)
Produits tirés des primes	421	400	21	5 %
Produits tirés des placements et autres produits	41	41	-	-
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	150	50	100	200 %
Charges d'exploitation nettes	42	44	(2)	(5 %)
Recouvrement d'impôt	-	1	(1)	(100 %)
<b>Résultat net</b>	<b>270</b>	<b>348</b>	<b>(78)</b>	<b>(22 %)</b>

### Produits tirés des primes

Le Plan d'entreprise 2016-2017 à 2020-2021 de la SADC (le « Plan ») prévoyait des produits tirés des primes de 400 millions de dollars pour l'exercice 2016-2017, mais la direction les estime maintenant à 421 millions. Le Plan s'appuyait sur certaines hypothèses relatives à la croissance du volume des dépôts assurés et au classement des institutions membres selon le barème de primes différentielles. Toutes ces hypothèses ne se sont pas confirmées, ce qui explique les écarts entre les chiffres du Plan et les prévisions actuelles.

## Produits tirés des placements et autres produits

Le montant prévisionnel des produits tirés des placements et autres produits s'aligne sur le montant annoncé dans le Plan. La hausse des produits tirés des primes par rapport au chiffre budgété se traduira par une croissance du portefeuille de placement, qui compensera la diminution du rendement annoncé dans le Plan (le rendement prévisionnel pour l'exercice 2016-2017 est de 1,09 pour 100, comparativement à 1,10 pour 100 selon le Plan).

## Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

Pour l'exercice 2016-2017, le Plan d'entreprise présumait que la provision augmenterait de 50 millions de dollars pour atteindre 1 350 millions. Or, la provision s'est accrue de 150 millions de dollars au cours de la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016 pour atteindre 1 450 millions de dollars, en raison essentiellement de la croissance du volume des dépôts assurés.

## Charges d'exploitation nettes

Les charges d'exploitation nettes de l'exercice 2016-2017 devraient atteindre 42 millions de dollars, soit 2 millions de moins que les prévisions du Plan. Cet écart s'explique en grande partie par le rythme plus lent que prévu auquel sont pourvus les postes vacants.

## Financement *ex ante*

Pour qu'un régime d'assurance-dépôts soit efficace et mérite la confiance du public, il doit reposer sur des mécanismes de financement sain. La SADC dispose d'un financement *ex ante* pour couvrir les pertes éventuelles liées à l'assurance-dépôts. Le montant de ce financement correspond à la somme des résultats non distribués et de la provision de la Société. Le niveau cible minimal du financement *ex ante* de la Société a été fixé à 100 points de base des dépôts assurés. La Société revoit régulièrement cette cible et l'ajuste s'il y a lieu.

Au 31 décembre 2016, le financement *ex ante* de la SADC s'établissait à 3 732 millions de dollars, soit l'équivalent de 50 points de base des dépôts assurés.

Comme il a été indiqué précédemment, les taux de prime de 2016-2017 ont été majorés afin d'accélérer la progression de la Société vers la cible minimale fixée pour le financement *ex ante*. D'autres majorations sont d'ailleurs prévues selon le Plan (hausse annuelle de 1 point de base du taux de base jusqu'à l'exercice 2018-2019, inclusivement). Selon les prévisions actuelles, la cible minimale devrait être atteinte au cours de l'exercice 2024-2025.

## Liquidités mobilisables

Le tableau qui suit indique les sources de liquidités auxquelles la SADC peut recourir.

<i>(en millions de dollars canadiens)</i>	31 décembre 2016	31 mars 2016
<i>Liquidités :</i>		
Trésorerie	1	1
Juste valeur des titres de placement de haute qualité et très liquides	3 846	3 449
<i>Capacité d'emprunt :</i>		
Emprunts sur les marchés ou au Trésor en vertu de la Loi sur la SADC	22 000	20 000
<b>Total des liquidités mobilisables</b>	<b>25 847</b>	<b>23 450</b>

Le portefeuille de placement de la SADC ne contient que des titres de haute qualité et très liquides, à savoir des obligations du gouvernement du Canada et de sociétés d'État fédérales ou encore des obligations de gouvernements provinciaux et de sociétés de financement municipales. En vertu de la Loi sur la SADC, la Société est autorisée à contracter des emprunts si elle a besoin de plus de fonds. Au 31 décembre 2016, elle pouvait emprunter jusqu'à 22 milliards de dollars. Le plafond d'emprunt est ajusté le 31 décembre de chaque année pour refléter la croissance des dépôts assurés. En cas de nécessité, la Société peut aussi emprunter des fonds supplémentaires selon un montant approuvé par le Parlement, en vertu d'une loi de crédits.

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers trimestriels consolidés condensés, en conformité avec la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés condensés exempts d'anomalies significatives. Il incombe également à la direction de s'assurer que tous les autres renseignements figurant dans le présent rapport trimestriel sont conformes, le cas échéant, aux états financiers trimestriels consolidés condensés.

Les états financiers n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

À notre connaissance, les présents états financiers trimestriels consolidés, condensés et non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société, des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie à la date de clôture de ces états financiers trimestriels consolidés condensés et pour les périodes considérées.

La présidente et première dirigeante,



---

Michèle Bourque

Le vice-président, Finances et Administration, et directeur financier,



---

Anthony Carty

Ottawa, Canada  
Le 16 février 2017

Ottawa, Canada  
Le 16 février 2017

## États financiers consolidés condensés et notes complémentaires

### État consolidé condensé de la situation financière

Au 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	31 décembre 2016	31 mars 2016
<b>ACTIFS</b>			
Trésorerie		847	919
Titres de placement	3	3 843 918	3 410 247
Clients et autres débiteurs		466	204
Sommes à recouvrer d'actifs en liquidation		2 882	3 469
Paiements anticipés		272	193
Immobilisations corporelles		4 862	5 263
Immobilisations incorporelles		3 861	4 918
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>3 857 108</b>	<b>3 425 213</b>
<b>PASSIFS</b>			
Fournisseurs et autres créditeurs		15 773	4 734
Passif d'impôt exigible		295	85
Produits tirés des primes différés		105 195	-
Incitatif à la location différé		988	1 073
Avantages du personnel		2 567	2 474
Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	4	1 450 000	1 300 000
Passif d'impôt différé		347	581
<b>Total des passifs</b>		<b>1 575 165</b>	<b>1 308 947</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Résultats non distribués		2 281 943	2 116 266
<b>TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>3 857 108</b>	<b>3 425 213</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

## État consolidé condensé du résultat global

Période terminée le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Trimestre terminé le		Période de neuf mois terminée le	
		31 décembre	2015	31 décembre	2015
		2016	2015	2016	2015
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>					
Produits tirés des primes		105 200	89 865	315 201	270 882
Produits tirés des placements		10 163	9 984	30 301	29 854
Autres		2	19	2	24
		115 365	99 868	345 504	300 760
<b>CHARGES</b>					
Charges d'exploitation nettes	5	11 025	9 912	29 666	28 131
Recouvrement de sommes radiées		-	(1 698)	-	(4 317)
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	4	-	-	150 000	100 000
		11 025	8 214	179 666	123 814
Résultat net avant impôt		104 340	91 654	165 838	176 946
(Recouvrement) charge d'impôt		(96)	(77)	161	534
<b>TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL</b>		<b>104 436</b>	<b>91 731</b>	<b>165 677</b>	<b>176 412</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

## État consolidé condensé des variations des capitaux propres

Période terminée le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

	Résultats non distribués et total des capitaux propres
<b>Solde au 30 septembre 2016</b>	<b>2 177 507</b>
Total du résultat global	104 436
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>2 281 943</b>
<b>Solde au 30 septembre 2015</b>	<b>1 885 308</b>
Total du résultat global	91 731
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>1 977 039</b>
<b>POUR LE PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE</b>	
<b>Solde au 31 mars 2016</b>	<b>2 116 266</b>
Total du résultat global	165 677
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>2 281 943</b>
<b>Solde au 31 mars 2015</b>	<b>1 800 627</b>
Total du résultat global	176 412
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	<b>1 977 039</b>

*Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.*

## Tableau consolidé condensé des flux de trésorerie

Période terminée le 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le		Période de neuf mois terminée le	
	31 décembre	2015	31 décembre	2015
	2016	2015	2016	2015
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Résultat net avant impôt	104 436	91 731	165 677	176 412
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie				
Dotation aux amortissements	592	601	1 781	1 805
Produits tirés des placements	(10 163)	(9 984)	(30 301)	(29 854)
(Recouvrement) charge d'impôt	(96)	(77)	161	534
Charge au titre des avantages du personnel	68	78	203	233
Paieement au titre des prestations définies	(10)	-	(110)	(75)
Variation du fonds de roulement :				
(Augmentation) diminution des clients et autres débiteurs	(407)	(49)	(262)	1 399
Diminution (augmentation) des sommes à recouvrer d'actifs en liquidation	-	-	587	(504)
Diminution (augmentation) des paiements anticipés	138	(43)	(79)	(59)
Augmentation des fournisseurs et autres créditeurs	11 711	10 719	11 039	9 195
Augmentation des produits tirés des primes différés	102 433	89 152	105 195	90 293
Diminution de l'incitatif à la location différé	(28)	(28)	(85)	(85)
Augmentation de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts	-	-	150 000	100 000
Intérêts reçus	15 180	16 118	49 214	52 899
Impôt sur le résultat recouvré (payé)	-	124	(176)	124
Entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	223 854	198 342	452 844	402 317
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(265)	(260)	(323)	(839)
Achat de titres de placement	(401 048)	(614 256)	(1 295 490)	(1 207 596)
Produit de la vente ou de l'arrivée à échéance de titres de placement	175 930	415 154	842 897	805 354
Sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(225 383)	(199 362)	(452 916)	(403 081)
Diminution nette de la trésorerie	(1 529)	(1 020)	(72)	(764)
Trésorerie, au début	2 376	1 840	919	1 584
Trésorerie, à la fin	<b>847</b>	<b>820</b>	<b>847</b>	<b>820</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés condensés.

## Notes complémentaires

### 1– Informations générales

La Société d'assurance-dépôts du Canada (la « Société » ou la « SADC ») a été constituée en 1967 en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* (la « Loi sur la SADC »). Elle compte au nombre des sociétés d'État sans capital-actions inscrites à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Elle est financée par les primes que lui versent ses institutions membres. Elle est assujettie à l'impôt fédéral sur les bénéfices, en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Son siège social est sis au 50, rue O'Connor, 17<sup>e</sup> étage, à Ottawa, en Ontario.

La Société a pour mandat de fournir une assurance contre la perte totale ou partielle des dépôts détenus par ses institutions membres, d'encourager la stabilité du système financier canadien et d'y contribuer à tous égards. La Société doit remplir son mandat de façon à protéger les intérêts des déposants des institutions membres tout en s'efforçant de réduire le plus possible les pertes qu'elle est susceptible d'encourir.

La Société est habilitée à prendre toutes les mesures essentielles ou accessoires pour bien remplir son mandat, y compris faire l'acquisition d'éléments d'actif d'institutions membres et d'autres organisations, ou leur accorder des garanties ou des prêts. Elle peut notamment procéder ou faire procéder à des inspections des institutions membres, faire fonction de liquidateur, de séquestre ou d'inspecteur d'une institution membre ou d'une filiale de celle-ci, et établir une institution-relais.

La Société est mandataire de Sa Majesté du chef du Canada pour l'application de la Loi sur la SADC. En conséquence, toutes les obligations qu'elle contracte dans l'exercice de son mandat constituent des obligations du Canada.

Le 16 février 2017, le Comité d'audit de la Société a approuvé les présents états financiers trimestriels consolidés condensés et en a autorisé la publication.

#### **Base d'établissement**

Les présents états financiers trimestriels consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens et ont été préparés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor ; ils ne contiennent pas tous les renseignements devant être fournis dans des états financiers annuels complets. Les présents états financiers trimestriels consolidés condensés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités au 31 mars 2016 et relatifs à l'exercice terminé à cette date, qui sont inclus dans le Rapport annuel 2016 de la SADC.

Les états financiers trimestriels consolidés condensés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts et de l'obligation au titre des prestations définies, qui sont comptabilisées selon leur valeur actualisée. Le coût historique est généralement établi en fonction de la juste valeur de la contrepartie donnée en échange d'un actif, ainsi que de la somme reçue en échange d'un passif.

## 2 - Principales méthodes comptables

Sauf pour les exceptions notées ci-après, la Société a utilisé les mêmes méthodes comptables pour préparer les présents états financiers trimestriels consolidés condensés que pour les états financiers consolidés annuels au 31 mars 2016 et pour l'exercice terminé à cette date.

### Jugements comptables critiques et principales sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers trimestriels exige que la direction ait recours à des jugements et à des estimations qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur le montant présenté des actifs et des passifs. Les résultats réels pourraient s'écarter des estimations utilisées.

En préparant les présents états financiers consolidés condensés trimestriels, la direction a eu recours aux mêmes jugements importants dans l'application des méthodes comptables de la Société que ceux auxquels elle avait eu recours lors de la préparation des états financiers consolidés annuels au 31 mars 2016 et pour l'exercice terminé à cette date ; les principales sources d'incertitude relatives aux estimations ont été également les mêmes.

### Obligation au titre des prestations définies

À la fin de chaque exercice, la Société effectue une évaluation actuarielle pour établir la valeur actualisée de son passif au titre des prestations définies. Les écarts actuariels qui ressortent de cette évaluation sont comptabilisés immédiatement en résultats non distribués, en tant qu'autres éléments du résultat global.

Aucune évaluation actuarielle n'a été faite en date des 31 décembre 2016 et 2015. Par conséquent, aucun écart actuariel n'a été comptabilisé.

## 3 - Titres de placement

Les tableaux suivants indiquent les différentes échéances des titres de placement de la Société et la composition de son portefeuille de placement.

	Terme à court			
	90 jours ou moins	de 91 jours à 1 an	de 1 à 5 ans	Total
<i>Au 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)</i>				
Bons du Trésor	40 937	-	-	40 937
Rendement effectif moyen pondéré (%)	0,48	-	-	0,48
Obligations	442 636	256 263	3 104 082	3 802 981
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,05	1,32	1,07	1,09
<b>Total des titres de placement</b>	<b>483 573</b>	<b>256 263</b>	<b>3 104 082</b>	<b>3 843 918</b>
<b>Rendement effectif moyen pondéré (%)</b>	<b>1,00</b>	<b>1,32</b>	<b>1,07</b>	<b>1,08</b>

## Terme à court

<i>Au 31 mars 2016 (en milliers de dollars canadiens)</i>	90 jours ou de 91 jours			Total
	moins	à 1 an	de 1 à 5 ans	
Bons du Trésor	13 239	-	-	13 239
Rendement effectif moyen pondéré (%)	0,50	-	-	0,50
Obligations	129 220	611 670	2 656 118	3 397 008
Rendement effectif moyen pondéré (%)	1,06	1,18	1,18	1,18
<b>Total des titres de placement</b>	<b>142 459</b>	<b>611 670</b>	<b>2 656 118</b>	<b>3 410 247</b>
<b>Rendement effectif moyen pondéré (%)</b>	<b>1,01</b>	<b>1,18</b>	<b>1,18</b>	<b>1,17</b>

Le tableau suivant donne une ventilation de la juste valeur des titres de placement de la Société.

<i>Au 31 décembre 2016 (en milliers de dollars canadiens)</i>	Coût amorti	Profits latents	Justes valeurs			Total
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Bons du Trésor	40 937	-	40 937	-	-	40 937
Obligations	3 802 981	1 650	3 397 321	407 310	-	3 804 631
<b>Total des titres de placement</b>	<b>3 843 918</b>	<b>1 650</b>	<b>3 438 258</b>	<b>407 310</b>	<b>-</b>	<b>3 845 568</b>

<i>Au 31 mars 2016 (en milliers de dollars canadiens)</i>	Coût amorti	Profits latents	Justes valeurs			Total
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Bons du Trésor	13 239	-	13 239	-	-	13 239
Obligations	3 397 008	38 357	2 922 822	512 543	-	3 435 365
<b>Total des titres de placement</b>	<b>3 410 247</b>	<b>38 357</b>	<b>2 936 061</b>	<b>512 543</b>	<b>-</b>	<b>3 448 604</b>

Le tableau ci-après résume la qualité du crédit des titres de placement de la Société, selon leur notation de crédit.

Cotes de crédit <i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	31 décembre 2016	31 mars 2016
AAA	3 726 686	3 244 970
AA+	25 302	-
AA	-	113 072
AA-	82 336	-
A+	9 594	52 205
<b>Total des placements</b>	<b>3 843 918</b>	<b>3 410 247</b>

Dans les tableaux qui précèdent, les intérêts courus sont inclus dans la valeur comptable.

#### 4 - Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts

La provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts représente la meilleure estimation de la Société en ce qui a trait aux sorties futures d'avantages économiques résultant de l'obligation de la Société d'assurer les dépôts détenus par les institutions membres dans le cas d'une faillite. L'estimation est basée sur un calcul de la perte attendue et est soumise à l'incertitude relative au montant et au moment des pertes. Ainsi, les pertes réelles pourraient différer considérablement des estimations.

Les variations de la provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts sont résumées ci-après :

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	<b>Provision pour pertes liées à l'assurance-dépôts</b>
<b>Solde au 31 mars 2016</b>	<b>1 300 000</b>
Augmentation de la provision	150 000
<b>Solde au 30 juin 2016</b>	<b>1 450 000</b>
Variation de la provision	-
<b>Solde au 30 septembre 2016</b>	<b>1 450 000</b>
Variation de la provision	-
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>1 450 000</b>

#### 5 - Charges d'exploitation

<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	Trimestre terminé le <b>31 décembre</b>		Période de neuf mois terminée le <b>31 décembre</b>	
	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Salaires et autres frais de personnel	5 508	5 466	16 053	16 145
Honoraires et autres frais	1 874	780	3 794	2 247
Frais généraux	377	645	1 859	2 254
Locaux	750	981	2 594	2 761
Traitement de données	415	450	1 296	1 386
Dotation aux amortissements	592	601	1 781	1 805
Sensibilisation du public	1 554	1 017	2 412	1 657
	11 070	9 940	29 789	28 255
Recouvrement de charges	(45)	(28)	(123)	(124)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>11 025</b>	<b>9 912</b>	<b>29 666</b>	<b>28 131</b>

## 6 - Transactions entre parties liées

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada, leur propriétaire commun. Elle a conclu des opérations avec certaines de ces parties liées dans le cadre de la prestation ou de l'achat de services divers. Ces opérations ont eu lieu dans le cadre des activités normales de la Société et sont comptabilisées à leur valeur d'échange, soit la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

## 7 - Chiffres comparatifs

Après avoir réexaminé la présentation et le classement des éléments figurant au tableau consolidé condensé des flux de trésorerie, la Société a reclassé certains de ces éléments entre les activités d'exploitation et les activités d'investissement afin de donner une image plus précise de leur nature. La Société a reclassé les flux de trésorerie liés à l'achat d'intérêt sur des obligations en les transférant des activités d'exploitation vers les activités d'investissement, en tant que flux de trésorerie liés à l'achat de titres de placement. En conséquence, elle a reclassé des flux de trésorerie totalisant 1,6 million et 3,3 millions de dollars respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 décembre 2015 dans le tableau consolidé condensé des flux de trésorerie afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour le présent exercice.